



ENTRETIEN AVEC LAURENT BERGER

« LES FRANÇAIS ONT UNE ATTENTE DE JUSTICE FISCALE »

Depuis le début de la crise des Gilets jaunes, le secrétaire général de la CFDT s'est fait entendre. Il est devenu incontournable et espère du chef de l'Etat des annonces fortes.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERANGÈRE LEPETIT

* Le contexte

Dès l'acte I des Gilets jaunes, en novembre, il a appelé le gouvernement à réunir syndicats et associations pour chercher des solutions et construire « un pacte social de la conversion écologique ». Depuis, la CFDT est devenue la première organisation syndicale de France et Laurent Berger a signé un pacte social et écologique avec l'ancien ministre Nicolas Hulot et une coalition d'ONG. Nous l'avons rencontré vendredi dans un TGV pour Lille (Nord). Celui qui se défend d'être devenu le « premier opposant » à Emmanuel Macron a renoué le dialogue avec le président, qui l'a reçu début avril.

LAURENT BERGER

Qu'attendez-vous du discours d'Emmanuel Macron ?

Nous attendons qu'il annonce un cap clair qui prenne en compte à la fois la transition écologique et la justice sociale, qu'il réaffirme clairement l'ambition d'inscrire le pays dans cette transition écologique juste. J'aimerais qu'il prenne des mesures concrètes comme l'investissement massif dans la rénovation énergétique des logements, une contribution plus importante des hauts revenus à l'impôt mais aussi des mesures d'aide au quotidien des salariés, par exemple la mise en place de chèques mobilité, qui sont dans le pacte de la transition écologique et sociale que nous avons écrit avec dix-neuf organisations. Il faut construire des solutions. C'est la raison pour laquelle je plaide pour une « conférence du pouvoir de vivre » qui réunirait des acteurs du monde social, écologique, associatif et politique.

Vous demandez ce sommet depuis des mois. Que vous répond le gouvernement ?

Je n'ai aucune réponse pour l'instant. Mais l'issue du grand débat montre que la société est traversée d'intérêts divergents. Or, qui est capable d'organiser ces contradictions et serait capable de faire émerger pacifiquement des solutions ? Ceux qui représentent des groupes de citoyens dans toute leur diversité. J'espère qu'Emmanuel Macron ne va pas se contenter de prendre des décisions de manière unilatérale mais va également annoncer une nouvelle méthode de gouvernance.

Avez-vous eu un contact avec le président récemment ?

Nous nous sommes revus le 2 avril à l'Élysée durant une heure et demie. Je lui ai exposé mes positions et ce que j'attendais de lui. Nous avons passé en revue tous les grands sujets : la sortie du grand débat mais aussi la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage. L'échange avec Emmanuel Macron a été courtois et constructif. Mais je n'ai aucune idée de ce qu'il va annoncer la semaine prochaine.

Sur quels sujets ne transigerez-vous pas ?

Si l'exécutif a organisé ce grand débat pour annoncer qu'il faut allonger l'âge du départ à la retraite, ça ne marchera pas ! S'il veut taper plus sur les chômeurs dans le cadre de la réforme de l'assurance chômage, ça ne marchera pas ! S'il n'annonce aucune



SIPA / FANCHALD HENRIEUX

Nicolas Hulot (à gauche) et Laurent Berger sont sur la même ligne. Ils ont signé un pacte social et écologique avec une coalition d'ONG.



mesure de justice sociale, de lutte contre les inégalités, ça ne marchera pas ! La logique du président ne doit pas être uniquement budgétaire. Nous resterons vigilants sur ce point. Elle ne doit pas être non plus uniquement fiscale ou institutionnelle. Sans cela, je crains que l'on reparte vers une nouvelle crise.

Vous déplorez le manque de considération du président vis-à-vis des syndicats. Sentez-vous un changement ?

Je pense que l'exécutif n'a pas le choix. Mais est-il réellement prêt à le faire ? Lundi dernier, Edouard Philippe a annoncé que les partenaires sociaux allaient être associés. Du côté de la CFDT, nous ne souhaitons pas être dans la critique systématique. S'il y a des éléments de réponse qui nous conviennent, nous le dirons très ouvertement. Aujourd'hui, la société est hystérisée, les corps intermédiaires doivent réagir. Nous faisons donc des propositions concrètes. L'une de nos priorités, c'est une politique d'investissement très forte dans la transition écologique. La rénovation thermi-

que, par exemple, coche toutes les cases : la baisse du coût de l'énergie pour les plus modestes, la lutte contre le réchauffement climatique et la création d'emplois localisés.

Selon France info, la méthode de comptabilité du nombre de participants au grand débat a été approximative et la retranscription des conclusions biaisée. Qu'en pensez-vous ?

Même si, a priori, seules 53 % des contributions ont été prises en compte car les autres n'ont pas été numérisées, le débat a eu lieu et dit ce que pensent les Français. Par contre, nous n'avons pas entendu la même chose sur la fiscalité. Je ne pense pas que seuls 10 % des Français réclament le retour de l'ISF. Le Premier ministre entend une volonté de baisse des impôts et parle « d'exaspération fiscale ». Moi, je pense que les Français ont une attente de justice fiscale. Ce qui ressort des débats auxquels j'ai assisté, c'est le sentiment de la nécessité de pouvoir vivre décemment, l'absence de considération, le sentiment d'invisibilité. Il faut

répondre à l'ensemble de ces préoccupations.

La CFDT est le syndicat n°1 en France. On dit de vous que vous êtes le premier opposant à Emmanuel Macron. Comment le vivez-vous ?

Les opposants politiques sont dans leur rôle, je reste dans le mien. Ce n'est pas le même. Je souhaite juste que notre pays aille mieux et je suis aussi prêt à exprimer des accords avec l'exécutif si les choses vont dans le bon sens. Je n'ai aucune arrière-pensée politique. Mais j'attends aussi des politiques de l'opposition qu'ils produisent des idées, ils doivent cesser d'être dans la logique de la petite phrase.

Le mouvement des Gilets jaunes a émergé en dehors des syndicats. Que comptez-vous faire pour être plus à l'écoute de la France des ronds-points ?

Cette crise est une interpellation de toutes les institutions. Nous devons redoubler d'efforts pour être au plus près de nos salariés. Prenons la situation des familles monoparentales, très présentes sur les ronds-points. Ces femmes sont souvent des agentes de la fonction publique de catégorie C ou des salariées du privé avec un faible revenu. C'est le cas de nombre de nos adhérentes ! Il faut inventer une nouvelle façon d'incarner ces situations. Nous devons trouver de meilleures manières de rendre compte de l'utilité des syndicats dans le monde de l'entreprise et dans la société.

+ Non au RIC

« Pour sortir de cette crise, il n'y a pas de recette miracle, et ce n'est en tout cas pas le RIC (référendum d'initiative citoyenne). En revanche, on peut réfléchir pour inventer une démocratie participative qui prenne plus en compte les aspirations des citoyens. Au niveau local, sur des questions comme le budget, on pourrait organiser des jurys citoyens. Il faut rétablir un lien au citoyen qui soit plus fort et que les élus aient des obligations de rendre compte de leur mandat de manière plus quotidienne. Mais que la logique soit celle du renvoi systématique au référendum, c'est un affaiblissement de la pensée et de l'intelligence. »



Ce qui ressort des débats auxquels j'ai assisté, c'est le sentiment de la nécessité de pouvoir vivre décemment, l'absence de considération, le sentiment d'invisibilité.



UNIQUELLE